

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 06/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GXO LOGISTICS GEL FRANCE**

55 avenue Louis Breguet  
31400 Toulouse

Code AIOT : 0003800414

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement GXO LOGISTICS GEL FRANCE implanté rue des Seringats 59262 Sainghin-en-Mélantois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GXO LOGISTICS GEL FRANCE
- rue des Seringats 59262 Sainghin-en-Mélantois
- Code AIOT : 0003800414
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BARINGS est propriétaire d'un site logistique à température dirigée, localisé rue des Seringats sur la commune de Sainghin en Mélantois dans le Département du Nord (59), aujourd'hui exploité par la société XPO Supply Chain Gel France, unique locataire du site.

Par déclaration du 05 novembre 2021, l'exploitant a informé le préfet du Nord du changement de dénomination du site qui est désormais GXO LOGISTICS GEL FRANCE. Le préfet du Nord a pris acte de cette évolution par courrier du 22 novembre 2021.

Le site est dédié à une activité de logistique et de stockage de marchandises combustibles diverses réalisé principalement sur racks métalliques, en entrepôt réfrigéré.

D'une manière générale les différentes étapes de l'activité logistique exercée sont :

- la réception des produits avec un approvisionnement par poids lourds,
- le stockage des produits dans les cellules frigorifiques de l'établissement,
- la préparation des commandes,
- l'expédition des produits par poids lourds.

Le bâtiment initial, d'une surface de 9 964,8 m<sup>2</sup>, est composé de 2 cellules frigorifiques, de locaux techniques ainsi que des bureaux et locaux sociaux.

Une troisième cellule de 3 382,4m<sup>2</sup> et une zone de quais réfrigérée nommée cellule 04 de 663.5m<sup>2</sup> ont été construites en 2021.

La surface de stockage hors zone de quai est de 11 131m<sup>2</sup> pour un volume de marchandises susceptible d'être stocké de 64 216 m<sup>3</sup>.

Le site est soumis au régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 1511 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il est réglementé par arrêté préfectoral d'enregistrement du 03 août 2016 autorisant la société XPO Supply Chain Gel France à exploiter le site pour y exercer une activité de stockage de marchandises combustibles diverses en entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Exploitation de tours aéroérfrigérantes - prévention de la légionellose.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1  | Personne référente et formation des personnes en charge de la tour | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1        | /  | Sans objet        |
| 2  | Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques         | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a) | /  | Sans objet        |
| 3  | Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de                 | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b) | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
|    | traitement   |   |  |                   |
| 4  | Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel. | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.  | /  | Sans objet        |
| 5  | Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp           | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a. | /  | Sans objet        |
| 6  | Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp           | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e   | /  | Sans objet        |
| 7  | Nettoyage préventif annuel   | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.  | /  | Sans objet        |
| 8  | Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L                         | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a. | /  | Sans objet        |
| 9  | Prévention aux expositions   | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2                       | /  | Sans objet        |
| 10 | prélèvement en vue de l'analyse des légionelles                          | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.b   | /  | Sans objet        |
| 11 | Stockage des produits biocides et autres.                                | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.         | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs ont constaté que l'exploitant est globalement bien organisé et que le risque "légionelles" apparaît bien maîtrisé au sein de son installation.

Pour se conformer aux procédures qualités du groupe, l'exploitant a entrepris l'informatisation du carnet du suivi des installations. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'informatisation du carnet de suivi doit satisfaire aux exigences relatives à la mise à disposition, de l'inspection des installations classées, des informations prévues à l'annexe I, art. 3.7.IV.2. de l'arrêté du 14/12/2013 et des documents qui doivent y être annexés.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1. Surveillance de l'exploitation L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : – les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; – les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; – les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : – les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; – la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; – les attestations de formation de ces personnes.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le document désignant le responsable maintenance et son adjoint en qualité de personnes référentes.</p> <p>Ces deux personnes ont suivi deux formations dispensées par l'APAVE :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- gestion du risque Légionelles le 22/10/2020</li><li>- suivi du traitement de l'eau le 17/02/2021</li></ul> <p>Une troisième personne (l'AQHSSE) a suivi le 29/06/2022 la formation dispensée par l'APAVE : « Connaître et prévenir le risque légionellose sur les tours aéroréfrigérantes TAR » .</p> <p>L'exploitant a également passé un contrat d'entretien avec la société Eautex.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : – la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; – les points critiques liés à la conception de l'installation ; – les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; – les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis : – les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; – un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; – les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <b>Constats :</b><br><p>Les températures négatives des cellules sont assurées par la production de froid à l'ammoniac. Pour le refroidissement de l'eau des condensateurs , le site exploite 2 TARs de la marque BALTIMORE d'une puissance unitaire de 857kw, celles-ci ont été mises en service en 2017. L'exploitant a installé une nouvelle cellule d'entrepôt frigorifique dotée d'une production de froid à l'ammoniac, le refroidissement de l'eau des condensateurs de cette cellule est assurée par un système adiabatique.</p> <p>Les TARS sont utilisées 365 jours/an et 24h/24h.</p> <p>L'AMR a été révisée le 3/03/2022 en interne en collaboration avec la société Eautex. La prochaine</p>  |

|   |
|---|
| <p>révision devra intervenir avant le 03/03/2024.</p> <p>L'AMR a identifié des anomalies à corriger. Ces anomalies ont fait l'objet d'un échange en salle.</p> <p>1/Mise en place de pictogrammes indiquant les risques de contamination : l'exploitant a ajouté des pictogrammes au niveau des parkings situés aux abords des TARs. Il a identifié également la nécessité d'informer son personnel notamment à l'occasion des recrutements.</p> <p>2/ Bras mort bipasse adoucisseur : Ce bipasse est actionné une fois par an à l'occasion de l'entretien annuel de l'adoucisseur réalisé également en même temps que l'entretien annuel des TARs. A la remise en service un traitement choc est réalisé.</p> <p>3/ Suivi visuel des canalisations : l'exploitant a indiqué qu'il allait installer un coupon de suivi de corrosion dès 2024.</p> <p>4/Suivi visuel des pare-goutelettes : l'exploitant doit enregistrer le suivi visuel de ces éléments en plus de la vérification mentionnée dans le rapport d'entretien annuel.</p> <p>5/nettoyage adoucisseur : le nettoyage annuel est enregistré dans le planning des opérations de maintenance.</p> <p>6 et 7/ corrosion : des analyses avec Eautex, Axima et Balticaire ont été initiées, l'inspection demande à l'exploitant d'en synthétiser les résultats.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien. Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées. Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de</p> |

|  |
|--|
| <p>concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en Legionella pneumophila.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite d'inspection l'exploitant a transmis l'AMR, l'examen du dossier a permis de constater que l'exploitant dispose des plans d'entretien et de surveillance des TARs. Ils sont organisés sous la forme de fiches :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiche 5, identification des indicateurs et plages de fonctionnement : suivi des paramètres UFC/L, pH, consommation produit de traitement, Chlorures, conductivité , TH, TA, TAC, germes totaux.</li> <li>- Fiche 6, plan d'entretien/maintenance des équipements présents au sein de l'installation : nettoyage annuel des TARs, de l'adoucisseur et des pompes d'injection.</li> <li>- Fiche 7, plan de surveillance analytique : analyse mensuelle sur l'eau d'appoint et sur l'eau circulante dans les tours analyse bimensuelle de la concentration en légionelles.</li> <li>- Fiche 8, plan de surveillance des équipements : Vérification hebdomadaire(GXO) du bon fonctionnement des pompes d'injection du produit anti-tartre/anticorrosion/biocide ; vérification mensuelle par EAUTEX du bon fonctionnement de l'adoucisseur, de l'état des pompes d'injections, de l'état des canalisations, des rampes de pulvérisation, de l'intégrité de l'échangeur tubulaire, de l'état interne du bassin de récupération de l'eau.</li> </ul> <p>La stratégie de traitement élaborée par le traiteur d'eau Eautex a été présentée en salle. Le traitement est assurée par l'injection :<br/> un antitartre anticorrosion : EAUTEX CR550 100 à 150g/M3 dans l'eau d'appoint<br/> un bactéricide Biocide EAUTEX BAL BR 20 : 2kg/semaine le lundi 09h00 automatiquement par pompe doseuse.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>   |

**N° 4 :** Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.IV.2.</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Carnet de suivi L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : – les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; – les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; – les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; – les périodes d'arrêts complet ou partiels ; – le</p> |

tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; – les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; – les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; – les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; – les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : – le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; – l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; – les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; – le plan de formation ; – les rapports d'incident et de vérification ; – les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; – les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; – les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification. Objet du contrôle : – présentation du carnet de suivi complet et tenu à jour (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; – présentation des annexes du carnet de suivi complètes et tenues à jour.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le dossier d'installation classée, celui-ci comporte des fiches manuscrites reprenant les interventions réalisées et le relevé des compteurs d'eau des Tars.

Parallèlement l'exploitant a initié l'informatisation du suivi des tours, il se présente sous la forme d'un planning des opérations de maintenance.

L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que le planning des opérations de maintenance doit respecter scrupuleusement les plans de prévention et de surveillance définis par l'exploitant et le traiteur d'eau.

A cet effet l'exploitant a demandé, à son service support, la création de diapos pour permettre la gestion informatique des éléments jusqu'alors suivis de façon manuscrite.

**Observations :** L'exploitant a indiqué que l'informatisation du suivi des tours s'inscrivait dans la continuité de l'informatisation du suivi des activités du groupe au niveau national.

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'informatisation du carnet de suivi doit satisfaire aux exigences relatives à la mise à disposition de l'inspection des installations classées des informations prévues à l'annexe I, art. 3.7.IV.2. de l'arrêté du 14/12/2013 et des documents qui doivent y être annexés.

Ces fichiers doivent permettre en autres d'éditer les différents rapports d'incident ou de vérification et les résultats d'analyses.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i><br><br>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).<br>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.<br>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. |
| <b>Constats :</b><br>GIDAF permet de retrouver les déclarations de l'exploitant. Les analyses microbiologiques sur les circuits sont effectuées tous les mois et la consultation de ces données sur les 4 dernières années a permis de constater un dépassement en septembre 2020, la concentration en légionelles a été de 15000 UFC/L. Il n'y a pas eu d'autre résultat d'analyses présentant une concentration en légionelles supérieures à 100 UFC/l.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 6 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.e   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées<br>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant transmet dans les délais les résultats d'analyses et verse sous GIDAF les rapports. L'inspection a observé un retard pour le prélèvement de septembre 2023, l'exploitant a précisé que le renouvellement du contrat d'entretien avec le traiteur d'eau EAUTEX, n'avait pas été reconduit dans les temps ce qui a généré une anomalie dans la continuité de la surveillance. Le prélèvement a été réalisé le 5/10/2023. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 7 : Nettoyage préventif annuel

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>c) Nettoyage préventif de l'installation : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement. |
| <b>Constats :</b><br>La société Eautex a réalisé l'entretien annuel des 2 tours aéroréfrigérantes du site GXO les 2 et 3 mai 2023.<br>L'exploitant nous a remis le rapport d'intervention, il mentionne le bon état des dévésiculeurs et un bon état général des TARs.<br>La société a également réalisé le 3 mai 2023 l'entretien annuel de l'adoucisseur, des pompes doseuses et des sondes de conductivité.  |
| <b>Observations :</b> Le rapport de la société Eautex mentionne que l'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement de l'adoucisseur en effectuant une analyse de TH tous les jours et de les prévenir en cas de dérive.<br>Il demande également d'être vigilant sur le remplacement du tamis filtrant avec une fréquence de remplacement minimale de 3 mois.<br>L'inspection demande à l'exploitant d'enregistrer ces opérations dans le carnet de suivi.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>II. – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : – les coordonnées de l'installation ; – la concentration en <i>Legionella</i> |

|  |
|--|
| <p>pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; – la date du prélèvement ; – les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/> La fiche réflexe n°6 a été présentée à l'inspection. Elle contient La procédure en cas de dépassement des concentrations en légionella pneumophila &gt;100 000UFC/l ou de présence de flore interférente. L'arrêt immédiat est repris dans cette procédure.<br/> A la demande de l'inspection les coordonnées de l'inspection des installations classées ont été ajoutées.<br/> La fiche réflexe n° 6 contient également :<br/> la procédure en cas de dépassement compris entre 1000 et 100 000 UFC/L .</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>   |

#### N° 9 : Prévention aux expositions

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain-Prévention aux expositions</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :<br/> - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;<br/> - aux produits chimiques.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.</p> <p>L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.</p> |

|   |
|---|
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant dispose des équipements individuels. L'accès au bâtiment hébergeant les TARs est sécurisé. Le panneau signalant l'obligation du port du masque est présent à l'entrée du local en rez-de chaussée. Cette signalétique était absente au niveau de la porte de toit d'accès aux TARs. L'exploitant a corrigé ce point et a transmis une photo montrant la conformité de l'affichage. Les recommandations informant le personnel des circonstances d'expositions aux légionelles et l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie sont affichées. Suite aux observations de l'inspection, l'exploitant a transmis les photos montrant le renforcement de cette signalétique au niveau des parkings situés aux pieds des tours. |
| <b>Observations :</b> L'exploitant doit s'assurer que les personnels employés ou intervenants sur le site soient sensibilisés aux risques d'expositions aux légionelles.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 10 : prélèvement en vue de l'analyse des légionelles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.3.b  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des légionelloses  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.<br><br>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. |
| <b>Constats :</b><br>Les points de prélèvement sont identifiés et facilement accessibles. Les prélèvements sont réalisés par les opérateurs de la société Eautex.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 11 : Stockage des produits biocides et autres.

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>3.5. Etat des stocks de produits dangereux L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Objet du contrôle : – présence du registre des stocks (nature et quantités) de produits dangereux ; – |

|   |
|---|
| conformité des stocks de produits dangereux présent le jour du contrôle à l'état des stocks indiqué sur le registre ; – absence dans l'atelier de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation.  |
| <b>Constats :</b><br>Les produits utilisés au niveau des TARs correspondent à la stratégie de traitement présentée et sont placés sur rétention. Les FDS ont été consultées en salle.<br>La société Eautex atteste de la compatibilité des réactifs aux dosages préconisés pour le traitement du circuit des installations.<br>Le fichier du suivi des quantités de produits de traitement consommés a été présenté à l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |